

INTERVIEW - FIGARO-VOX/ENTRETIEN -

Alors que se poursuivent les manifestations d'éleveurs protestant contre les trop faibles prix de la viande qui ne leur permettent pas de couvrir leurs coûts de production, Périco Légasse analyse les raisons pour lesquelles le secteur agricole est en crise.



LE FIGARO. - Quelle est la responsabilité de la grande distribution dans la dégradation de la condition des éleveurs?

Périco LEGASSE. - Si ce n'était que ça. Autant demander à l'insecte quelle est la responsabilité de l'araignée sur la toile dans laquelle il vient de se prendre. Il suffit d'aller faire un tour au rayon boucherie des grandes surfaces et de pointer l'origine des étiquettes, la part des produits en provenance de l'étranger ne cesse de croître, payés à des tarifs avec lesquels l'élevage français ne peut entrer en compétition. Quant à la viande française, issue du plus bas de la gamme, elle est payée à des tarifs si bas que les éleveurs vendent à perte. Certes, les premiers interlocuteurs sont les abattoirs, mais, loin d'être des saints, ces derniers sont tenus par une course à la compétitivité par la grande distribution. Comment un éleveur peut-il accepter de vendre sa viande 3,98€ et de la retrouver à 14,50€ sur les étals des grandes surfaces? Qui se goinfre au passage? Quand on est au bord du gouffre, on a le droit de s'en exaspérer.

Comment expliquer le dysfonctionnement croissant du système agro-alimentaire?

C'est un réel problème de civilisation et chaque jour qui passe nous fait toucher le fond de ce système satanique qui consiste à surproduire pour surconsommer en comprimant au maximum les prix de production pour augmenter la marge du distributeur. Ecraser le fournisseur, qu'il soit agriculteur ou industriel, pour conforter les bénéfices d'enseignes qui croulent sous les profits alors que certains producteurs sont en train de crever. Tout cela n'a rien de nouveau et les signaux d'alarme sont actionnés sans relâche depuis des années dans l'indifférence totale des pouvoirs publics. **Mais la puissance financière de la grande distribution et sa collusion avec la classe politique conduisent au massacre économique et social que l'on constate quotidiennement. Nos gouvernants, de «droite» comme de «gauche» - tout cela ne veut plus rien dire - ont tellement peur d'aller dans le sens contraire de l'histoire, entendez celui des marchés financiers,** en réglementant les pratiques commerciales abusives et déloyales, que la grande distribution dicte leur conduite aux pouvoirs publics. Des pratiques avec lesquelles on leurre le peuple en lui faisant croire que Leclerc, Auchan, Carrefour ou Intermarché se battent pour qu'il puisse toujours payer moins cher, et qui aboutissent, en fait, à la ruine de nos agriculteurs et à la destruction d'emplois éradiqués par les importations concurrentes. Sans parler des méfaits sociologiques d'un consumérisme à outrance qui installe la malbouffe industrielle dans les mœurs alimentaires. Ni des conditions sociales dans lesquelles travaillent des caissières peu à peu remplacées

par les caisses automatiques. Alors que ce fut au départ une idée formidable, la grande distribution est devenue un fléau national en pleine expansion. La vérité est que nos éleveurs gênent, car ce système économique est périmé aux yeux du pouvoir, mais ils ont mauvais caractère quand on les mène à l'abattoir, et surtout des gros tracteurs qui barrent les ponts, alors il faut bien leur donner un peu de foin pour qu'ils n'en fassent plus.

Que penser de l'[appel solennel](#) que François Hollande a lancé aux acteurs de la grande distribution?

Je pense que François Hollande a un sens de l'humour débordant. C'est lui qui a nommé à Bercy l'ancien rapporteur du [projet Attali](#) prescrivant l'installation des enseignes de la grande distribution dans les «cœurs de ville», cause de la disparition rapide de ce qui restait du petit commerce de proximité. Il est donc solidaire de ce système. Monsieur Macron est le génie du libéral-socialisme qui va transformer la France en supermarché. Et maintenant on leur dit: «Eh les mecs, faut pas trop écraser la gueule des paysans, sans ça ils font des barrages sur les routes». En fait, la grande distribution fascine M. Hollande, comme tous les phénomènes auxquels on peut ajouter le concept «pour tous». Là c'est la «malbouffe pour tous». Vraiment, nous avons un président de la République im-pay-able!

On parle peu des négociations autour du [Traité de libre-échange transatlantique \(TAFTA\)](#) entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Que pensez-vous de sa mise en place? Quel effet produira-t-il sur les agriculteurs français et la qualité de leur production?

Oh vous savez, on se couche bien devant les Allemands (dont nous avons adopté la monnaie déguisée en euro, celle qui nous a rendu si riches, si puissants, si compétitifs et si croissants) depuis le Traité de Maastricht, et nous les soutenons quant il s'agit de châtier le peuple grec d'avoir tenté de refuser le diktat germanique demandé par celui-là même qui avait certifié que les comptes de la Grèce autorisaient son entrée dans l'euro, [l'ancien chargé d'affaires de Goldman Sachs en Europe... un certain Mario Draghi, aujourd'hui président de la BCE](#). Alors pourquoi ne pas se coucher aussi devant les injonctions américaines à renoncer à tout ce qui nous protège d'un libéralisme brutal et débridé? Le libéral-socialisme c'est aussi tendre la main au grand frère d'outre-Atlantique qui veut nous aider à résister aux méchants Asiatiques. Un conte de fées qui n'engage que ceux qui y croient. La preuve, quand ils espionnent nos dirigeants, on s'excuse presque de leur demander pardon. Si ce fameux TAFTA est signé tel que José Manuel Barroso et Jean-Claude Juncker l'ont conçu, ce sera tout simplement la fin des spécificités qui régissent la vie économique française depuis la Deuxième guerre mondiale et surtout la fin des normes qui permettent à l'agriculture française de se distinguer par la mise en valeur de son patrimoine qualitatif et par la préservation de ses origines. Mais tout ça, c'est ringard. La modernité c'est de supprimer une ligne SNCF électrifiée pour la remplacer par des autobus à mazout sur des routes saturées.